

EVOLUTIONS STRUCTURELLES ET FONCTIONNEMENT ECONOMIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN GRECE, DURANT LA PERIODE RECENTE (1987-1995)

K. TSIBOUKAS et P. SPATHIS

UNIVERSITE AGRONOMIQUE D'ATHENES
75 rue IERA ODOS, 11855 Athènes
e-mail: tsiboukas@aua.gr

Introduction

Pour analyser le fonctionnement des exploitations en Grèce, il faut prendre en compte préalablement que les données statistiques ne peuvent pas représenter parfaitement la réalité agricole. Les notions d'exploitation agricole et de propriété de la terre agricole sont souvent confondues, non seulement dans les recensements mais aussi parfois au niveau de la législation nationale, ou de la fiscalité appliquée, etc. (Goussios et Tsiboukas, 1993). Toutefois les statistiques peuvent montrer les tendances d'évolution des structures des exploitations et celles de leur fonctionnement économique.

Evolution du nombre des exploitations, par taille et par OTEX

□ *Analyse par classe de dimension économique*

Entre 1987 et 1995, nous enregistrons une diminution de 17 % du nombre des exploitations, de 950.000 à 802.000 (tableau 1.). Par période de deux ans, la régression est d'environ 30.000 exploitations, sauf durant la période 1989-1991 durant laquelle 50.000 exploitations ont cessé leur activité (au moins officiellement), suite à l'application des mesures européennes sur les préretraites agricoles.

La diminution du nombre des exploitations concerne uniquement la classe de petite dimension économique, 0-2 UDE¹ (graphique 1). Entre 1987 et 1995 cette classe a perdu 40% des exploitations, dont 84% ont cessé leur activité et 16% sont passé à une classe de dimension économique supérieure grâce à la politique de garantie des prix (Tsiboukas et Tsoukalas, 1999).

Pendant la même période, la classe moyenne de dimension économique (2-16 UDE) a stabilisé son nombre d'exploitations, tandis que les effectifs des exploitations de

¹ 1 UDE (Unité de dimension européenne) = Marge Brute Standard (MBS) d'exploitation égale à 1200 écus (voir la méthodologie des enquêtes RICA)

grande et très grande dimension économique (16-40 et >40 UDE) ont beaucoup augmenté même si, en 1995, ils ne représentent encore que 7,5% du total.

Ce mouvement de disparition des exploitations est dû surtout au vieillissement de la population agricole, puisqu'en 1995 pratiquement 50% des actifs en agriculture et 61% des chefs d'exploitation étaient âgés de plus de 55 ans (Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles, 1995).

En 1995, 18,6% de la population active du pays est encore occupée dans l'agriculture (Services Statistiques de Grèce, 1995).

Ce processus d'amélioration des structures n'a pas été plus rapide (ou plus brutal) pour les trois raisons suivantes :

1. La politique vraiment efficace en ce qui concerne l'amélioration structurelle des exploitations du pays a été celle des Organisations Communes des Marchés ² (Maraveyas 1992, Tsiboukas et Tsoukalas 1999). Mais la période durant laquelle les exploitations ont bénéficié du système des O.C.M. n'a pas été suffisamment longue. De plus, après 1981 (date de l'adhésion de la Grèce à la CEE) des mesures de restriction des productions agricoles (quota) et du budget du FEOGA ont commencé à être mises en place.
2. Les exploitations développent des relations de parenté et de solidarité économique entre elles. De tels mécanismes peuvent fonctionner et produire un revenu assez satisfaisant, même pendant des périodes de réduction des prix et des subventions (Goussios et Tsiboukas 1993).
3. Pendant la période analysée le chômage a commencé à s'accroître au niveau national (plus de 12% aujourd'hui).

□ *Analyse par OTEX*³

Durant la période étudiée, un nombre important des exploitations du pays a montré une flexibilité remarquable, en modifiant l'orientation de leur production, dans le but d'assurer ou d'accroître le revenu agricole, évolution pilotée largement par les variations des subventions octroyées. Ainsi, comme le montre le tableau 2, les OTEX "coton" (localisées dans les plaines de la Grèce centrale et du Nord : régions de

² La forte connexion (à l'époque), entre la quantité des produits et l'octroi des subventions agricoles, a favorisé l'agrandissement des exploitations dans le but d'accroître la production et par conséquent, la somme des subventions reçues en vue d'améliorer le revenu agricole.

³ OTEX (Orientation technico-économique des exploitations) : Classement européen des exploitations selon leurs productions principales (voir la méthodologie des enquêtes RICA)

Thessalie, Macédoine et Thrace), "oléiculture" (1/4 du nombre total des exploitations, localisées en Grèce du sud et dans les îles), "maraîchages et fleurs" (situées principalement dans le sud de Peloponèse et en Crète) et les "ruminants spécialisés"⁴ accroissent leur effectif. Il faut aussi prendre en compte l'effet des aides aux investissements (nationales et européennes) et le développement récent de l'industrie laitière pour expliquer la croissance du nombre des exploitations dans les OTEX maraîchage-fleurs et bovins.

Evolution des facteurs de production et du fonctionnement économique des exploitations

□ *Analyse des facteurs de production*

L'analyse de l'utilisation des trois facteurs de production par les exploitations, nous montre des évolutions importantes de fonctionnement des systèmes de production. Cette analyse est basée sur les données du RICA⁵, concernant les exploitations de plus de 2 UDE et pour la période 1989-1995.

Concernant la terre, le facteur le plus limitant en quantité de l'agriculture grecque, la SAU moyenne par exploitation reste stable (7,2 hectares). Etant donnée la diminution du nombre des exploitations, cette stabilité de la SAU moyenne s'explique par l'abandon des terres peu productives (surtout dans les zones défavorisées et montagneuses).

La stratégie des exploitants est d'accroître la part des terres productives, surtout des terres irriguées, au moyen de la location (voir tableau 3).

Les exploitations de grande et de très grande dimension économique recourent de façon importante à la location de terres irriguées pour s'agrandir (voir graphique 2).

Le travail utilisé en agriculture correspond en moyenne à 1,38 UTA⁶ par exploitation (voir tableau 4) ; ce qui représente 76% du travail disponible (1,8 UTA) dont 1,7 UTA de travail familial. Finalement 24% de la main d'œuvre disponible dans

⁴ Il s'agit surtout des troupeaux des petits ruminants : la Grèce compte environ 10,5 millions des brebis et des chèvres traites contre 220 mille vaches traites). Les petits ruminants sont dispersés dans l'espace du pays (surtout dans les zones semi-montagneuses et montagneuses et dans les îles), tandis que les vaches laitières, sont concentrées dans les plaines de Thessalie et dans le Nord.

⁵ RICA (Réseau d'Information Comptable Agricole) : Enquête européenne annuelle auprès des exploitations.

⁶ UTA (unité de travail annuel) : Travail en plein temps en agriculture pendant une année (2240 heures)

les exploitations reste en inactivité saisonnière à cause de l'orientation dominante de l'agriculture en Grèce vers la production végétale. En élevage spécialisé, le travail familial utilisé dépasse largement 100% du travail disponible. Durant la période étudiée, les exploitations de grande et de très grande dimension économique ont accru le recours à de la main d'œuvre salariale, composée principalement d'émigrés des pays voisins.

Par rapport au capital utilisé, on observe une grande différence entre les exploitations des trois classes de dimension économique (graphique 3). L'actif moyen utilisé par les exploitations de très grande dimension économique est presque 3 fois supérieur à celui des exploitations de 2-16 UDE. Mais il y a une dévaluation progressive du capital due à la baisse du prix des terres agricoles (surtout depuis la réforme de la PAC) et à la faiblesse des investissements nécessaires (tableau 5). L'indice basé sur le rapport entre investissements (sauf les terres) et amortissements annuels n'est pas satisfaisant (tableau 6), sauf dans le cas des exploitations de plus de 40 UDE qui utilisent de façon privilégiée des fonds structurels pour investir (tableau 7). Le manque d'investissements s'explique en bonne partie par le fait que, pendant la période analysée, les taux des intérêts bancaires dépassaient 20-24 % (à l'époque l'inflation générale du pays était très élevée et proche de 20%).

□ *Analyse des résultats économiques*

Les résultats de l'activité agricole sont, sur la période analysée, en légère décroissance. Le revenu agricole familial par UTA familiale utilisée est en baisse, sauf pour les exploitations de plus de 40 UDE (tableau 8). Le revenu des exploitations de très grande dimension économique dépasse à la fin de la période le revenu grec de référence (rémunération du travail dans les autres secteurs de l'économie). Mais ce résultat est dû surtout au déclin progressif du revenu de référence, à cause de la politique économique appliquée. Cette politique était alors orientée en faveur des restructurations de l'économie grecque, pour l'adapter aux critères de Maastricht, en vue de la participation du pays à l'Union Economique et Monétaire (diminution de l'inflation par une baisse des salaires en pouvoir d'achat).

Dans ce contexte économique, l'analyse du niveau de viabilité économique des exploitations est importante. Les exploitations sont classées en trois groupes

(viables, potentiellement viables et en déclin) à travers de trois critères (Tsiboukas et al., 2000) :

1. Le revenu agricole familial par UTA familiale comparé au revenu de référence.
2. Le travail familial utilisé comparé à l'emploi plein d'une personne.
3. La rentabilité des capitaux propres comparée aux taux actuels des intérêts bancaires (aujourd'hui les intérêts pour l'agriculture ont été fixés à 8,5%).

Les exploitations sont aussi classées selon les difficultés de leur région d'établissement : régions de montagne, défavorisées et les autres (plaine principalement).

En plaine (« autres régions »), les exploitations viables sont concentrées dans les dimensions économiques supérieures à 16 UDE, tandis que dans les zones défavorisées et montagneuses dans celle de plus de 20 UDE (tableau 9).

Les exploitations potentiellement viables (la cible des politiques structurelles) sont concentrées entre 8-16 UDE pour la plaine, entre 10-20 UDE pour les régions défavorisées et entre 12-20 UDE pour les zones montagneuses. Ainsi 20% des exploitations de l'échantillon RICA sont caractérisables comme économiquement viables, ce qui correspond à seulement 12% de l'effectif total des exploitations du pays. En plus, ce niveau de viabilité dépend beaucoup des subventions (aides directes, paiements compensatoires, etc.). Dans l'hypothèse d'annulation complète des subventions, très peu de ces exploitations pourront maintenir à la fois leur viabilité et leur compétitivité à des niveaux suffisants (graphique 4).

Perspectives pour les exploitations

La logique d'infléchissement de la politique agricole européenne consistant à freiner la production (décennie '80), à diminuer les subventions (réforme de la PAC, 1992) et à baisser la protection et à diminuer les prix (Agenda 2000) sera probablement maintenue à moyen terme.

Ainsi, dans la période actuelle, caractérisée par des restrictions du budget consacré aux garanties des prix agricoles, on peut s'attendre à ce que les exploitations du pays adoptent des stratégies différentes pour atteindre le seuil de viabilité économique (Tsiboukas et Tsoukalas 1999) :

- Les exploitations de grande taille (>16 UDE) suivront un processus (classique) d'agrandissement du système de production.

- Les petites et moyennes exploitations (<16 UDE) peuvent survivre
 - soit en se réorganisant au sein de l'exploitation, par la restructuration de la production (choix probablement peu efficace étant donné que les marchés agricoles sont stables⁷), par le renforcement de la solidarité socio-économique des exploitations (mais leur capacité est vraisemblablement arrivée à ses limites) ou par une intensification plus poussée de la production (dangers de charger davantage l'environnement),
 - soit en diversifiant les formes d'emploi hors exploitation. Ainsi la croissance de la pluriactivité du secteur agricole se présente comme une voie possible de sortie de l'impasse actuelle pour les petites et moyennes exploitations.

Soutenir de façon efficace ces évolutions et ces trajectoires constitue, à l'évidence, un défi majeur pour la politique rurale en Grèce et partant un enjeu important pour l'économie nationale.

Les auteurs tiennent à remercier François Vallerand pour sa relecture attentive et ses remarques constructives

⁷ Evidemment la demande des produits biologiques s'accroît sur un rythme lent, mais l'encadrement technique et commercial de la production biologique reste faible actuellement.

BIBLIOGRAPHIE

- Goussios D., Tsiboukas K. «Relations de parenté et solidarité économique dans l'agriculture familiale de plaine en Grèce», *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, 1993, Volume 63, pp. 303-318.
- Kroll J.K., «Politique Agricole et Relations Internationales. Les enjeux en France et dans la C.E.E.», Editions Syros, Paris, 1987
- Maraveyas N. «<< Le processus de l'intégration européenne et l'agriculture grecque pendant la décennie de '90>>», Editions Papazisis-E.K.E.M., Athènes, 1992 (en grec).
- Maraveyas N., Moutsatsos D., Ducen M., «<< L'accord du GATT et les conséquences a l'agriculture grecque>>», Editions Sakkoulas-E.K.E.M., Athènes, 1998 (en grec).
- Services Statistiques de Grèce, «<< Enquête d'emploi>>», 1995.
- Services Statistiques de Grèce, «<< Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles>>», 1995
- Spathis P., Tsiboukas K., Mermigkas G., «L'impact des reformes de l'Agenda 2000 sur le secteur agricole en Grèce », *MEDIT*, 2000, Volume 4, pp. 19-22.
- Tsiboukas K., Goussios D. «L'impact de la P.A.C. sur l'évolution de la petite agriculture familiale, dans la plaine de Karditsa (Grèce)», *Revue Options Méditerranéennes*, (à paraître).
- Tsiboukas K., Tsoukalas S., «Structures et typologie des exploitations agricoles dans l'horizon de 2010 », in livre collectif « *L'agriculture grecque vers l'an 2010* », sous la direction de Maraveyas N., Editions Papazisis, Athenes, 1999 (en grec).
- Tsiboukas K., Tsoukalas S., Karanikolas P., Nellas E., «Etude de la stratégie d'application des aides aux investissements des exploitations agricoles en Grèce, (dir. 1257/99) », Ministère d'Agriculture, Athènes 2000 (en grec).

ANNEXES

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAU 1**Evolutions du nombre des exploitations selon les classes de dimension économique 1987-1995**

<i>Classes de dimension économique (en U.D.E.)</i>	<i>1987</i>	<i>1989</i>	<i>1991</i>	<i>1993</i>	<i>1995</i>	<i>(%) Evolution moyenne 1987/1995 (bisannuelle)</i>
0 - <2	449.330	386.630	334.121	293.470	272.984	-11,80
2 - <16	467.410	491.100	470.105	469.860	468.949	0,14
16 - <40	31.200	38.510	41.834	50.120	53.527	14,67
>40	2.220	5.570	4.145	5.470	6.716	45,02
Total	950.160	921.810	850.205	818.960	802.176	-4,12

Source : Enquêtes communautaires sur la structure des exploitations agricoles 1987,1989, 1993, 1995, Recensement agricole 1991, Services Statistiques de Grèce

TABLEAU 2
Evolution du nombre des exploitations par OTEX
1987-1995

	1987	%	1995	%	Evolution moyenne 87/95 (%) (bisannuelle)
<i>Céréales</i>	91.880	9,67	59.830	7,46	-9,82
<i>Tabac</i>	44.930	4,73	36.052	4,49	-3,93
<i>Coton</i>	23.530	2,48	50.486	6,29	22,90
<i>Oléiculture</i>	180.290	18,97	207.778	25,90	3,77
<i>Agrumiculture</i>	28.320	2,98	20.615	2,57	-6,91
<i>Vins</i>	13.340	1,40	12.294	1,53	-0,56
<i>Ovins</i>	19.160	2,02	23.287	2,90	11,56
<i>Caprins</i>	10.940	1,15	11.084	1,38	3,60
<i>Autre viticulture</i>	28.100	2,96	20.386	2,54	-2,93
<i>Autres grandes cultures</i>	120.690	12,70	62.197	7,75	-14,71
<i>Maraîchage et fleurs</i>	9.420	0,99	16.574	2,07	19,73
<i>Autres cultures permanentes</i>	154.930	16,31	121.781	15,18	-4,80
<i>Bovins</i>	4.860	0,51	5.153	0,64	2,68
<i>Polyculture</i>	104.230	10,97	74.712	9,31	-7,88
<i>Granivores</i>	5.350	0,56	2.864	0,36	-13,90
<i>Combinaison culture- élevage</i>	63.300	6,66	48.009	5,98	-6,66
<i>Ruminants mixte</i>	25.220	2,65	14.042	1,75	-13,36
<i>Polyélevage</i>	21.670	2,28	15.032	1,87	-7,15
Total	950.160	100,00	802.176	100,00	-4,12

Source : Enquêtes communautaires sur la structure des exploitations agricoles 1987, 1989, 1993, 1995, Recensement agricole 1991, Services Statistiques de Grèce

TABLEAU 3**Structure de la SAU selon les classes de dimension économique**

Classes de dimension économique	SAU totale / exploitation (hectares)		SAU en location / exploitation (hectares)		SAU irriguée / exploitation (hectares)	
	1989	Evolution moyenne 89/95 (par année)	1989	Evolution moyenne 89/95 (par année)	1989	Evolution moyenne 89/95 (par année)
2-16 UDE	6,20	-1,88%	1,68	0,59%	1,69	-0,02%
16-40 UDE	10,58	0,58%	3,09	6,75%	3,79	2,41%
>40 UDE	15,88	3,92%	5,24	14,01%	6,98	11,90%
Total	7,22	-0,06%	2,01	4,55%	21,9	2,68%

Source: Données RICA (données moyennes par exploitation)

TABLEAU 4**Structures du travail selon les classes de dimension économique 1989-1995**

Classes de dimension économique	Travail utilisé (UTA/exploitation)		Travail disponible (UTA/exploitation)		Travail familial disponible (UTA/exploitation)		Travail salarié disponible (UTA/exploitation)	
	1989	% Evolution 89/95	1989	% Evolution 89/95	1989	% Evolution 89/95	1989	% Evolution 89/95
2-16 UDE	1,35	-1,15%	1,80	-0,93%	1,70	-0,98%	0,10	0,00%
16-40 UDE	1,78	1,03%	2,10	0,87%	1,80	0,00%	0,30	8,33%
>40 UDE	1,90	1,89%	2,30	0,83%	1,90	-1,76%	0,40	10,97%
Total	1,38	0,32%	1,80	0,00%	1,70	-0,98%	0,10	16,67%

Source : RICA, 1989-1995 (données moyennes par exploitation)

TABLEAU 5

L'actif selon les classes de dimension économique, 1989-1995
(prix constant 1990)

	Actif par exploitation (en millions de drs)		Actif / UTA utilisée (en millions de drs)	
	1989	% Evolution 89/95	1989	% Evolution 89/95
2-16 UDE	10,873	-3,74%	8,064	-2,64%
16-40 UDE	19,491	-3,25%	10,921	-4,07%
>40 UDE	31,815	-3,51%	16,719	-4,85%
Total	12,907	-2,81%	9,353	-3,08%

Source : RICA, 1989-1995 (données moyennes par exploitation)

TABLEAU 6

(%) Investissements/ Amortissements
selon les classes de dimension économique (1989-1995)

	1989	% évolution 89/95
2-16 UDE	30,62%	-10,23%
16-40 UDE.	46,29%	-1,63%
>40 UDE	62,15%	18,81%
Total	36,69%	-4,01%

Source : RICA, 1989-1995 (données moyennes par exploitation)

TABLEAU 7

***Subventions rapportées aux investissements
selon les classes de dimension économique
(moyennes 1993-95)***

	(%) <i>Subventions/investissements</i>
<i>2-16 UDE.</i>	12,05%
<i>16-40 UDE</i>	15,36%
<i>>40 UDE</i>	41,24%
<i>Total</i>	15,22%

Source : RICA, 1993-1995

TABLEAU 8

***Evolutions du Revenu Agricole Familial
par UTA familial utilisé,
selon les classes de dimension économique 1989-1995
(prix constant 1990)***

	<i>Revenu Agricole Familial /UTA familial utilisé (en milliers de drs)</i>		
	<i>1989</i>	<i>1995</i>	<i>% Evolution 89/95</i>
<i>2-16 UDE</i>	1256,12	1121,26	-1,21
<i>16-40 UDE</i>	1720,20	1539,92	-1,35
<i>>40 UDE</i>	2012,38	2103,47	1,93
<i>Total</i>	1448,12	1314,50	-1,04
<i>Revenu de référence</i>	2127,66	1666,67	-3,94

Source : RICA, 1989-1995

TABLEAU 6

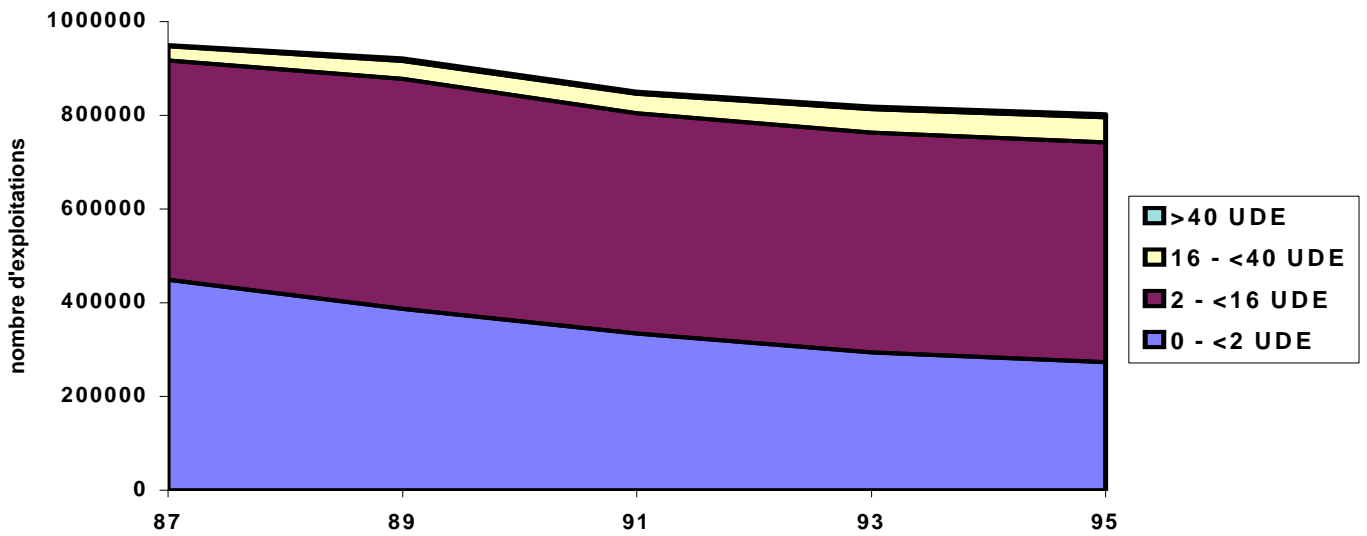
Indices économiques des exploitations selon les régions et les classes de viabilité économique
(moyennes de la période 1993-1995, prix constant 1995)

	Classes de viabilité	(%) du nombre total des exploitations	Travail familial utilisé (UTA)	Revenu Agricole Familial / UTA familial utilisée (en milliers de drs)	Rentabilité des capitaux propres (%)	Subventions / Revenu Agricole Familial (%)
AUTRES REGIONS (PLAINE)	En déclin (2 – 8 UDE)	15,0%	0,92	2.076,94	1,94	37,16%
	Potentiellement Viable (8 – 16 UDE)	12,9%	1,16	2.811,20	8,47	42,19%
	Viable (>=16 UDE)	10,5%	1,36	4.225,17	13,36	45,30%
REGIONS DEFAVORISEES	En déclin (2 – 10 UDE)	24,1%	1,20	1.743,83	1,87	51,58%
	Potentiellement Viable (10 – 20 UDE)	10,4%	1,42	2.657,99	9,96	44,64%
	Viable (>=20 UDE)	5,3%	1,62	3.711,35	13,27	45,78%
REGIONS MONTAGNEUSES	En déclin (2 – 12 UDE)	12,7%	1,19	2.106,54	9,13	39,94%
	Potentiellement Viable (12 – 20 UDE)	4,9%	1,48	2.952,82	11,31	37,24%
	Viable (>=20 UDE)	4,1%	1,68	3.841,54	15,85	36,00%

Source : RICA, 1989-1995

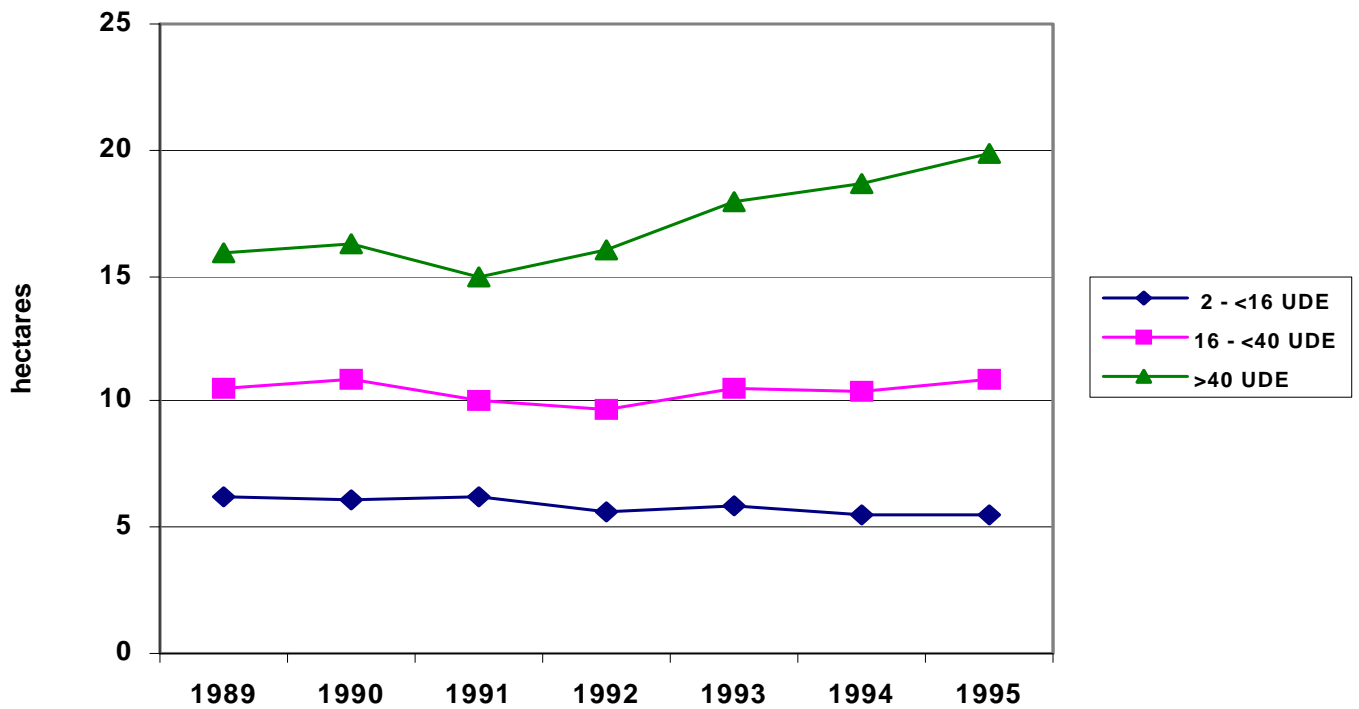
GRAPHIQUE 1.

Evolutions du nombre des exploitations par classe de dimension économique



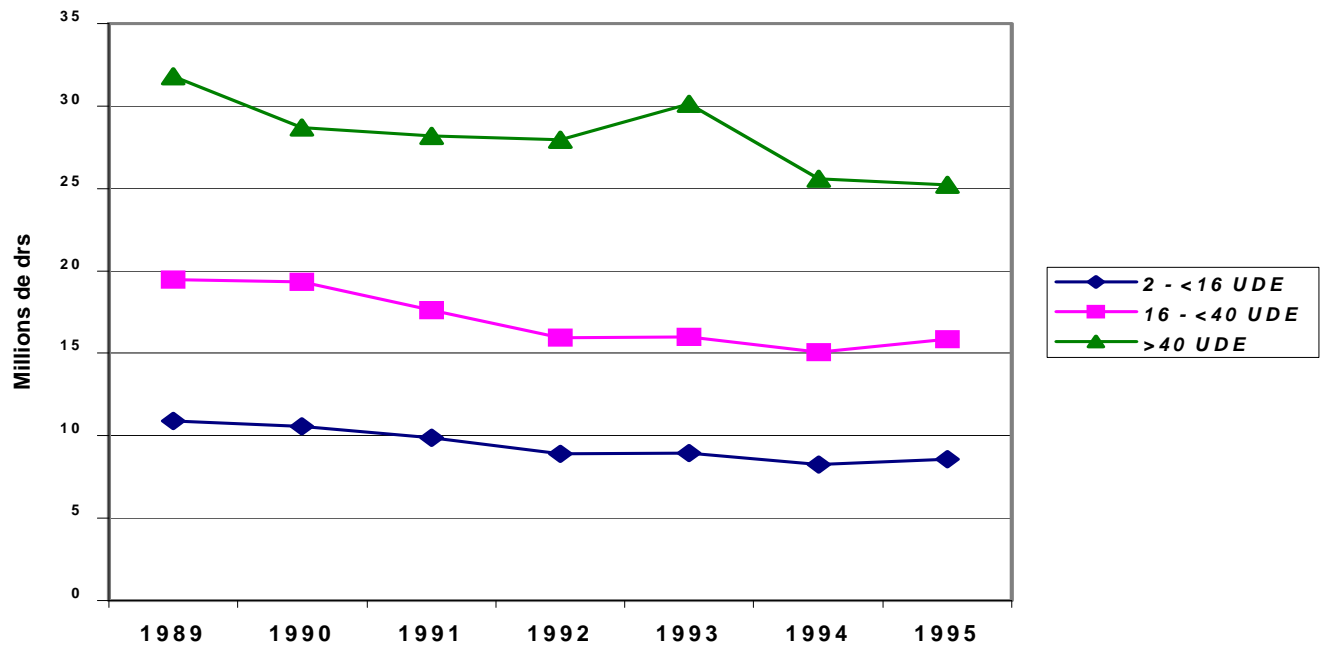
GRAPHIQUE 2.

Evolution de la SAU / exploitation
par classe de dimension économique



GRAPHIQUE 3

**Evolution d'actif par exploitation
par classe de dimension économique**
(prix constant 1990, 1 ecu =201 drs)



GRAPHIQUE 4.

EVOLUTION DU REVENU AGRICOLE FAMILIAL PAR EXPLOITATION (prix constant 1990)

EVOLUTION DU REVENU AGRICOLE FAMILIAL (sans SUBVENTIONS) PAR EXPLOITATION (prix constant 1990)

